



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU JURA

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT FRANCHE-COMTÉ**

**Installations Classées pour la
Protection de l'Environnement**

ARRÊTE

**Autorisant pour la SOCIETE COLAS EST de
se substituer à la SOCIETE JURASSIENNE
D'ENTREPRISE pour l'exploitation de la
carrière de roche massive et à modifier les
conditions d'exploitation**

Commune des MOLUNES

LE PRÉFET

**Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Unité territoriale du Jura

**Arrêté préfectoral complémentaire
N° AP 2014-10 DREAL**

Changement d'exploitant

VU

- le Code de l'Environnement et notamment ses articles R.512-31, R.512-33, R.516-1, R.516-2, L.516-1;
- la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- les arrêtés préfectoraux n°1157 du 02/09/1997 et n°507 du 29/03/1999 autorisant la SOCIETE JURASSIENNE D'ENTREPRISE à exploiter une carrière de roche calcaire sur le territoire de la commune des MOLUNES ;
- la demande du 28 novembre 2013 présentée par Monsieur le Président Directeur Général de la société COLAS EST dont le siège social est situé Immeuble Echangeur – 44, Boulevard de la Mothe – BP 50519 – 54008 NANCY par laquelle il sollicite l'autorisation de reprendre les activités précédemment exploitées par la SOCIETE JURASSIENNE D'ENTREPRISE, pour ce qui concerne la carrière de roche calcaire située sur le territoire de la commune des MOLUNES ;
- l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté en date du 17 février 2014 ;
- l'avis de la formation spécialisée dite « des carrières » de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites en date du 21 mars 2014 ;

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, la délivrance de la présente autorisation prend en compte les capacités techniques et financières dont dispose le demandeur en vue de la conduite de son projet dans le respect des intérêts visés à l'article L.511-1 du même code ;
- qu'aux termes de l'article L.516-1 du Code de l'Environnement, la mise en activité après une autorisation de changement d'exploitant d'une carrière est subordonnée à la constitution des garanties financières ;
- que les modifications demandées par la SA COLAS EST ne sont pas substantielles ;

L'Exploitant entendu et consulté;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Société COLAS EST dont le siège social est situé Immeuble Échangeur – 44, Boulevard de la Mothe BP 50519 – 54008 NANCY est autorisée à se substituer à la SOCIETE JURASSIENNE D'ENTREPRISE pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roche calcaire sise sur la commune des MOLUNES.

ARTICLE 2

La présente autorisation de changement d'exploitant est accordée dans la limite des droits et des obligations attachés aux arrêtés préfectoraux du 02 septembre 1997 et du 29 mars 1999 précités en tout ce qu'ils ne sont pas modifiés par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 3

Le carreau suit le pendage du banc calcaire (quelques degrés vers le Nord-Ouest) sans toutefois descendre sous la cote de 1201 m NGF.

ARTICLE 4

Le nouvel exploitant doit, dès la notification du présent arrêté, transmettre au préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 29 mars 1999 précité et modifié par le présent arrêté.

ARTICLE 5

Le montant des garanties financières devant être constitué sur la base de l'indice TP01 de 703,9 de septembre 2013 afin d'assurer la remise en état de la carrière, doit être au moins égal à : pour la période d'exploitation allant jusqu'au 02 septembre 2017 : 13 540 euros TTC,

ARTICLE 6

L'acte de cautionnement solidaire de la SOCIETE JURASSIENNE D'ENTREPRISE d'un montant de 23628,85 euros établi par la SA HSBC FRANCE en date du 05 mars 2012, sera rendu caduc dès que le nouvel acte de cautionnement prévu à l'article 4 du présent arrêté aura été transmis au Préfet – Inspection des installations classées.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera notifié à la Société COLAS EST dont le siège social est situé Immeuble Échangeur – 44, Boulevard de la Mothe - BP 50519 – 54008 NANCY.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie des MOLUNES par les soins du Maire pendant un mois minimum.

ARTICLE 7 : EXECUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Jura, M. le Maire des MOLUNES, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie conforme sera également adressée à :

- M. le Sous-Préfet de SAINT-CLAUDE,
- M. le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,
- M. le Président du Parc Naturel Régional du Haut-Jura,
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à BESANÇON et Unité Territoriale du Jura à LONS-LE-SAUNIER.

Fait à Lons-le-Saunier, le **28 MARS 2014**

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général


Antoine POUSSIER

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Besançon.
Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.